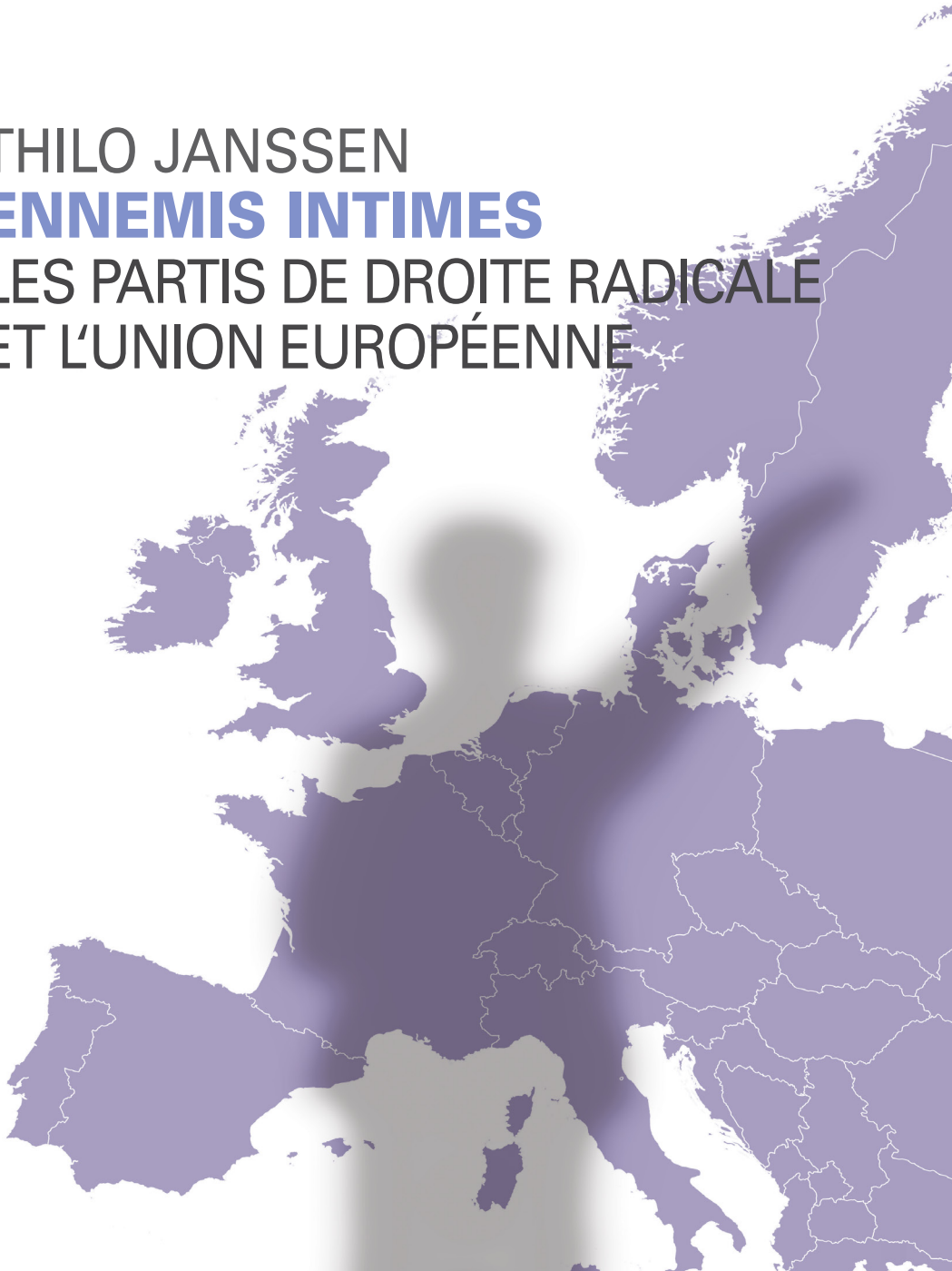


ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
BUREAU DE BRUXELLES

THILO JANSSEN
ENNEMIS INTIMES
LES PARTIS DE DROITE RADICALE
ET L'UNION EUROPÉENNE



THILO JANSSEN

ENNEMIS INTIMES
LES PARTIS DE DROITE RADICALE ET
L'UNION EUROPÉENNE

BRUXELLES, AOÛT 2016

THILO JANSSEN

Le politologue Thilo Janssen occupe depuis 2008 le poste de collaborateur scientifique au Parlement européen. Dans le cadre de son travail parlementaire, M. Janssen se concentre sur la politique sociale et de l'emploi au sein de l'Union européenne et sur l'Europe de l'Est.

Il a déjà réalisé plusieurs études et articles traitant de la question des groupes politiques européens pour la Rosa-Luxemburg-Stiftung. Son ouvrage *Que fait la droite politique au Parlement européen? Les défis d'une gauche démocratique* [uniquement disponible dans sa version originale allemande: «Was macht die politische Rechte im Europäischen Parlament? Herausforderungen für eine demokratische Linke»] est paru en 2012. L'étude intitulée *Les partis de gauche en Europe – une comparaison des positions en matière de politiques européennes à l'aube des élections de 2014*, [«Linke Parteien in Europa – Ein Vergleich der europapolitischen Positionen vor den Europawahlen 2014»] disponible également en anglais, est parue en 2013.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
Victoires:	
Montée en puissance des eurosceptiques de droite	7
Spectre politique:	
Les partis de droite radicale dans l'UE	9
Groupes:	
Comment s'organisent les partis de droite radicale au Parlement européen?	11
Faiblesses:	
Difficultés des partis de droite radicale à former des alliances stables	19
Impact:	
Influence des partis de droite radicale au niveau européen	23
Géographie politique:	
Populisme de droite et chauvinisme de la prospérité	27
Ennemis intimes:	
L'UE, une ressource exploitée par le populisme de droite	29
Amis de circonstance:	
Les populistes de droite et l'establishment russe	35
Bibliographie	40
Notes	42

RÉSUMÉ

1. La notion de droite radicale englobe tout le spectre politique situé à droite du Parti populaire européen (PPE). Cette étude a été écrite en allemand. L'expression «partis de droite radicale» est une traduction approximative du terme allemand «Rechtsaußenparteien», qui décrit le spectre idéologique très vaste allant des partis nationaux-conservateurs aux partis néo-fascistes.
2. Les partis de droite radicale sont plus forts que jamais et profitent des graves crises politiques traversées par l'Union européenne. Aux élections européennes de 2014, ils sont parvenus à obtenir environ 22 pour cent de sièges supplémentaires: un nouveau record.
3. Au Parlement européen, on compte trois nouveaux groupes dans ce spectre, ainsi que plusieurs députés non-inscrits.
 - > Le groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR) est l'alliance du Parti conservateur britannique, du PiS polonais, d'Alternative pour l'Allemagne (Afd), du Parti populaire danois, des Vrais Finlandais et d'autres partis.
 - > Dans le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) figurent le UKIP de Nigel Farage, le Mouvement 5 étoiles italien (M5S), les Démocrates de Suède (SD) et d'autres partis.
 - > Le groupe de Marine Le Pen, Europe des nations et des libertés (ENL), comprend le Front national (FN), le PVV de Geert Wilder, le FPÖ autrichien (Parti de la liberté), la Ligue du Nord italienne, le Vlaams Belang (Intérêt flamand) et d'autres partis.
 - > Les députés d'extrême droite représentent la majorité des non-inscrits (NI). Ils sont membres du JOBBIK, du NPD et d'Aube dorée. Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch, dissidents du FN, sont également non-inscrits.
4. Jusqu'à présent, les partis de droite radicale, forts de près d'un quart des sièges, ont rarement réussi à faire front pour exploiter leur poids au Parlement. Les membres des trois partis populistes de droite vainqueurs des élections européennes (le FN, le UKIP et le DF) sont répartis entre plusieurs groupes concurrents. C'est principalement l'extrémisme des autres, se traduisant par des scandales en matière d'antisémitisme, de racisme ou de sexisme, qui a jusqu'ici empêché la création d'un front fédérant les partis de droite radicale.

5. À ce jour, la plus grande victoire remportée par une alliance intergroupe des partis de droite radicale a été la motion de censure contre la Commission européenne de Jean-Claude Juncker, en novembre 2014. Avec cette motion, Le Pen et ses alliés ont fait les gros titres, même si la grande coalition centrée autour du PPE et des Sociaux-démocrates a voté contre. L'efficacité des partis de droite radicale s'illustre essentiellement lorsqu'ils parviennent à influencer leur gouvernement national, voire à y participer. Actuellement, la principale menace réside en la possible victoire de Marine Le Pen aux élections présidentielles françaises de 2017.
6. La comparaison par région montre que les partis de droite radicale ont principalement du succès dans les pays économiquement forts du nord et de l'ouest de l'Union européenne. Ce succès s'explique par le «chauvinisme de la prospérité», un réflexe de défense collectif qui gagne du terrain en temps de crise. Ce sentiment est souvent orienté contre les immigrés pauvres ou contre les transferts de fonds à destination des États de l'Union européenne plus lourdement touchés par la crise.
7. Les partis de droite radicale présentent l'Union européenne comme la source de tous les maux: d'après eux, elle serait responsable d'un déclin de la prospérité, d'une faillite de la démocratie et de la domination culturelle étrangère (cf. Decker 2006). En parallèle, les partis de droite radicale bénéficient amplement de l'Union européenne. Parmi leurs dirigeants et figures politiques, beaucoup sont parlementaires européens. On peut citer Marine et Jean-Marie Le Pen, Nigel Farage, Matteo Salvini, Bernd Lucke, Janusz Korwin-Mikke, Morten Messerschmidt, Udo Voigt, Rolandas Paksas ou encore Petr Mach. Ils utilisent l'outil médiatique que constitue le Parlement européen, pavanent aux assemblées plénières et dépensent plusieurs millions d'euros de financements européens.
8. Sur le plan géostratégique, les partis populistes de droite et d'extrême droite cherchent à faire disparaître l'UE et l'OTAN au profit d'une Europe des nations. En Russie, l'establishment conservateur de droite est un partenaire important des partis du groupe ENL (FN, PVV, LN, FPÖ, VB) et des néofascistes de JOBBIK, d'ATAKA, de XA et du NPD. La Russie fait figure de front conservateur contre les États-Unis, l'Union européenne et les libertés culturelles du libéralisme. Les rencontres, les conférences et les alliances officielles entre populistes de droite de l'UE et représentants des partis Russie unie (ER) et Rodina (nationaliste) sont fréquentes.

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE TEXTE

AECR	Alliance des conservateurs et réformistes européens	Parti européen officiel
AEMN	Alliance européenne des mouvements nationaux	Parti européen officiel
AfD	Alternative pour l'Allemagne	Allemagne
ALDE	Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	Groupe politique au Parlement européen
ALFA	Alliance pour le progrès et le renouveau	Allemagne
ANEL	Grecs indépendants	Grèce
AS	Action sociale avec Alessandra Mussolini	Italie
ATAKA	Union nationale Attaque	Bulgarie
BNP	Parti national britannique	Royaume-Uni
XA	Aube dorée	Grèce
CON	Parti conservateur	Royaume-Uni
CSU	Union chrétienne-sociale en Bavière	Allemagne
DF	Parti populaire danois	Danemark
AEL	Alliance européenne pour la liberté	Parti européen officiel
ELD	Mouvement pour l'Europe des libertés et de la démocratie	Groupe politique au Parlement européen (09-14)
ELDD	Europe de la liberté et de la démocratie directe	Groupe politique au Parlement européen
FEL	Fondation européenne pour la liberté	Fondation européenne (affiliée à l'AEL)
ECR	Conservateurs et réformistes européens	Groupe politique au Parlement européen
ENL	Europe des nations et des libertés	Groupe politique au Parlement européen
FNE	Front national européen	Alliance européenne
EODE	Observatoire eurasiatique pour la démocratie et les élections	Belgique
ER	Russie unie	Russie
EuroNat	Nationalistes européens – Pour une Europe des Nations	Parti européen 1997-2010
PPE	Parti populaire européen	Groupe politique au Parlement européen
FI	Forza Italia	Italie
FIDESZ	Union civique hongroise	Hongrie
FN	Front national	France
FPÖ	Parti de la liberté d'Autriche	Autriche
MSFT	Mouvement social – Flamme tricolore	Italie
VERTS	Groupe des Verts	Groupe politique au Parlement européen
GUE/NGL	Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	Groupe politique au Parlement européen
ITS	Identité, Tradition, Souveraineté	Groupe politique au Parlement européen (07)
JOBBIK	Mouvement pour une meilleure Hongrie	Hongrie
KKE	Parti communiste de Grèce	Grèce
KNP	Congrès de la Nouvelle Droite	Pologne
KORWiN	Coalition pour le renouveau de la République – Liberté et espoir	Pologne
LN	Ligue du Nord	Italie
LZS	Union des paysans de Lettonie	Lettonie
M5S	Mouvement 5 étoiles	Italie
MENL	Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés	Parti européen
ND	New Direction – Fondation pour la réforme européenne	Fondation européenne (affiliée à l'AECR)
NI	Député européen non-inscrit	Parlement européen
NPD	Parti national-démocrate d'Allemagne	Allemagne
N-VA	Alliance néo-flamande	Belgique
ODS	Parti démocratique civique	République Tchèque
PdL	Le Peuple de la liberté	Italie
PEGIDA	Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident	Allemagne
PIS	Droit et justice	Pologne
PRM	Parti de la grande Roumanie	Roumanie
PS	Vrais Finlandais	Finlande
PSD	Parti social-démocrate	Roumanie
PVV	Parti pour la liberté	Pays-Bas
S&D	Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement EU	Groupe politique au Parlement européen
SD	Démocrates de Suède	Suède
SNS	Parti national slovaque	Slovaquie
SNS	Parti national slovène	Slovénie
SSO	Parti des citoyens libres	République Tchèque
SV	Union panukrainienne «Liberté»	Ukraine
SYRIZA	Coalition de la gauche radicale	Grèce
TT	Ordre et justice	Lituanie
UKIP	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni	Royaume-Uni
UMP	Union pour un mouvement populaire	France
VB	Vlaams Belang (Intérêt flamand)	Belgique
YEAH	Jeune alliance européenne pour l'espoir	Organisation de jeunesse

VICTOIRES: MONTÉE EN PUISSANCE DES EUROSCEPTIQUES DE DROITE

Le succès de partis populistes de droite est souvent perçu comme la conséquence politique des mesures de modernisation prises en temps de crise (cf. Spier 2006). En effet, dans de nombreux pays, on observe que les partis et mouvements de droite radicale sont passés à l'offensive dans le sillage de la crise financière mondiale, avec notamment «*la cuisante défaite subie par les démocrates américains aux élections de mi-mandat, l'élection d'Erdoğan en Turquie, la popularité croissante d'Orbán en Hongrie, la victoire de Shinzo Abe au Japon et le triomphe du nationaliste hindou Modi en Inde*» (Bröning 2015). En Europe, la «question nationale» (cf. Baier 2015) est également remise à l'ordre du jour, et pas seulement en Hongrie, en Pologne ou au Royaume-Uni. Des événements aussi divers que la longue crise gouvernementale qu'a connue la Belgique, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse, la guerre dans l'est de l'Ukraine ou les PEGIDA de Dresde – imités dans toute l'Europe avec leur cri de guerre «Nous sommes le peuple» (visant à exclure les minorités) – en témoignent tout autant que les victoires électorales des partis populistes de droite aux élections européennes de 2014 (cf. Hildebrandt 2015).

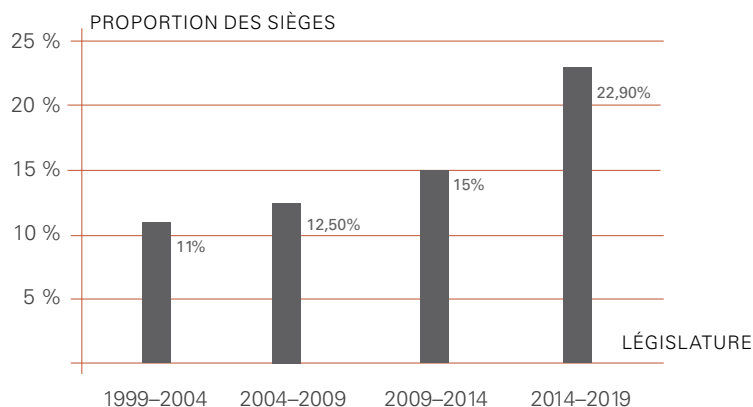
Les partis de droite radicale de l'UE sont donc très sûrs d'eux. «Le Front national premier parti de France, le système s'affole!¹» C'est ce qu'a déclaré Steeve Briois, secrétaire-général du Front national (FN), après la victoire de son parti aux élections européennes. Au Royaume-Uni, Nigel Farage, chef du United Kingdom Independence Party (UKIP), s'est réjoui du «séisme politique²» déclenché par la victoire de son parti^A. Au Danemark, le Parti populaire danois (DF), parti populiste de droite, a remporté les élections européennes: sa jeune tête de liste, Morten Messerschmidt, a établi un nouveau record national, avec 465 758 votes directs recueillis³.

Les élections européennes de 2014 ont été les plus favorables aux partis de droite radicale depuis la création de l'UE. À eux tous, les partis eurosceptiques et anti-UE, rassemblés au sein de groupes et d'alliances situés à droite du groupe européen chrétien-conservateur, le PPE, ont obtenu 172 mandats au Parlement européen. Cela représente tout juste 23 pour cent des sièges. Au cours de la législature 2009-2014, le nombre de

A Le UKIP est passé de 9,5 pour cent de voix aux dernières élections législatives à 12,6 pour cent aux législatives de mai 2015. Néanmoins, en vertu des règles du scrutin uninominal majoritaire à un tour, non-proportionnel, en vigueur au Royaume-Uni, il n'a obtenu qu'un mandat.

sièges de ce spectre politique s'élevait à environ 15 pour cent contre 12,5 pour cent entre 2004 à 2009⁴. Dans l'UE, les partis populistes de droite montent en puissance depuis un moment. Dans certains États membres, ils sont même très près d'obtenir la majorité des voix^B.

NOMBRE DE SIÈGES DES PARTIS ANTI-UE AU PARLEMENT EUROPÉEN SITUÉS À DROITE DU PPE ENTRE 1999 ET 2014



Source: calculs de l'auteur

B Les élections européennes donnent le meilleur aperçu comparatif de l'atmosphère politique et des rapports de force dans les États membres, mais elles demeurent d'une importance secondaire. La participation aux élections européennes est toujours inférieure à la participation aux élections législatives nationales. Elle a été de 43,09 pour cent en moyenne dans l'UE, mais ce taux varie beaucoup d'un État à l'autre. La Belgique, où le vote est obligatoire, trône à 90 pour cent tandis que la Slovaquie, en bas du tableau, ne comptabilise que 13 pour cent. En Europe de l'Est, la participation électorale est en moyenne plus faible qu'en Europe de l'Ouest où le Portugal, avec 34,5 pour cent, a enregistré le plus faible taux de participation. Une étude comparative exclut tout lien entre une faible participation et un succès des partis de droite radicale. Si l'on observe les trois États membres dans lesquels un parti populiste de droite a remporté les élections européennes de 2014, on obtient les chiffres suivants: avec 43,5 pour cent de participation, la France se trouve dans la moyenne de l'UE. Le FN a obtenu 24,95 pour cent des voix, soit une augmentation de 18,65 par-rapport à 2009, tandis que la participation n'a augmenté que de 2,87 pour cent. Au Danemark, la participation est bien supérieure à la moyenne européenne, avec 56,4 pour cent, soit une baisse de 3 pour cent par rapport à 2009. Néanmoins, le DF, avec 26,6 pour cent des voix, enregistre une augmentation de 11,4 pour cent. Au Royaume-Uni, la participation, qui s'élève à 36 pour cent, est inférieure à la moyenne européenne, mais elle a augmenté de 1,3 pour cent par rapport à 2009. Le UKIP, avec 26,77 pour cent des voix, a quant à lui enregistré une augmentation de 10,68 pour cent.

SPECTRE POLITIQUE: LES PARTIS DE DROITE RADICALE DANS L'UE

Pour désigner le large spectre des partis situés à droite du groupe conservateur du Parti populaire européen (PPE), on utilisera ici le terme de «droite radicale». Cela inclut les partis nationaux-conservateurs tels que le PiS polonais, les partis populistes de droite tels que le UKIP britannique, les partis d'extrême droite tels que le FN de Marine Le Pen et les partis néonazis tels que le NPD allemand.

Si l'on suit cette approche, **le parti conservateur britannique (CON)** appartient donc aussi à la droite radicale. En raison du succès du UKIP, le CON s'est droitisé avant les élections législatives de mai 2015. D'après Kietz et Ondarza (2014:3), on assiste à un «virage des eurosceptiques modérés» vers la droite radicale: l'appartenance à l'UE est souvent remise en question, les immigrés venant d'États membres et d'États tiers sont tenus responsables des problèmes et les partis populistes de droite sont intégrés au groupe ECR du Parlement européen (voir chapitre 3).

Le parti contestataire italien du Mouvement 5 étoiles (M5S), très hétérogène, avec son dirigeant charismatique Beppe Grillo, est quant à lui difficile à classer. Son style politique est populiste mais il n'entre cependant pas dans le schéma classique gauche-droite. Tous les partis du groupe ELDD appartiennent à la droite populiste. Avant d'adhérer à l'ELDD, le M5S a consulté ses membres en ligne. Grillo, président du parti, n'a proposé que deux alternatives: l'ECR, national-conservateur et populiste de droite d'une part, et l'ELDD, populiste de droite, d'autre part. Les députés européens du M5S se sont cependant fait remarquer en formulant des demandes de type social-libéral en faveur des libertés publiques, de la protection des travailleurs et de l'arrêt des accords de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TTIP). Dans le même temps, le chef du parti, Beppe Grillo, a fréquemment créé la controverse en invectivant, à l'oral ou sur son blog, contre les immigrés et les Roms. En 2013, il a réprimandé deux sénateurs du M5S qui cherchaient à faire passer une proposition en faveur de la décriminalisation de l'immigration.

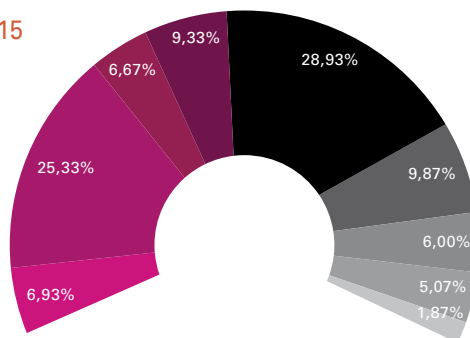
D'autres partis, qui sont indiscutablement populistes de droite, ne siègent pas, au Parlement européen, à l'extrême droite du PPE, mais en son sein. C'est le cas du FIDESZ, le parti hongrois de Viktor Orbán, dont le gouvernement vient de violer les normes humanitaires internationales face à l'afflux de réfugiés désirant traverser la Hongrie pour rejoindre l'Autriche et l'Allemagne. En septembre 2015, le gouvernement FIDESZ a fait passer des lois criminalisant le passage des barrières frontalières, récemment mises en place, et autorisant l'armée à empêcher les réfugiés d'entrer. Certains membres du parti

italien Forza Italia (FI) appartiennent également à l'extrême droite. FI est représenté au Parlement européen par la députée Alessandra Mussolini. En 2007, la petite-fille du dictateur a co-fondé le groupe d'extrême droite Identité, Tradition, Souveraineté (ITS) avec son parti néofasciste Action Sociale (AS). Par la suite, ce parti a rejoint Le Peuple de la Liberté (Pdl) de Berlusconi, puis le nouveau FI. Lors des campagnes pour les législatives allemandes de 2013 et pour les européennes de 2014, l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), dont le dirigeant Manfred Weber est président du groupe PPE depuis 2014, a utilisé des slogans anti-réfugiés et anti-immigrés, comme «Qui triche dégage» et demandé la mise en place d'un «péage à l'immigration». Le CSU a ostensiblement invité le premier ministre hongrois Orbán en Bavière, lors d'une réunion en cercle fermé, démontrant ainsi qu'il soutenait la politique de cloisonnement antihumaniste menée par la Hongrie à l'encontre des réfugiés.

GROUPES: COMMENT S'ORGANISENT LES PARTIS DE DROITE RADICALE AU PARLEMENT EUROPÉEN?

Après les élections européennes de 2014, le Parlement européen comptait un groupe de non-inscrits et sept groupes parlementaires^c. Deux de ces groupes siégeaient à droite du PPE. Le tableau était identique à celui de 2009. En juin 2015, lorsque Marine Le Pen et Geert Wilders, après un an au Parlement, ont fondé Europe des nations et des libertés (ENL), le nombre des groupes de droite radicale s'est élevé à trois. Par ailleurs, les députés d'extrême droite continuent de représenter la majorité des non-inscrits (NI). Les changements ne concernent pas seulement la taille et le nombre de ces alliances, mais également leur configuration.

COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPÉEN, AOÛT 2015



Groupe	Siège
Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	52
Socialistes et démocrates	190
Verts/Alliance Libre Européenne	50
Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	70
Parti populaire européen	217
Conservateurs et réformistes européens	74
Europe de la liberté et de la démocratie directe	45
Europe des nations et des libertés	38
Non inscrits	14

Source: Parlement européen, 17/8/2015

^c D'après le règlement intérieur du Parlement européen, art. 30, paragraphe 2, 25, pour fonder un groupe, il faut rassembler des députés provenant d'au moins un quart des États membres (dont le nombre s'élève à 28 depuis l'entrée de la Croatie). Il faut donc compter des députés provenant de sept États membres différents.



VIRAGE À DROITE: LE GROUPE DES CONSERVATEURS ET RÉFORMISTES EUROPÉENS (ECR)

Le groupe ECR est devenu le troisième parti le plus important du Parlement européen. Avant les élections européennes, cette situation n'était pas envisageable: onze des dix-sept partis de l'ECR n'ont rejoint le groupe qu'en mai 2014. L'ECR continue d'être dominé par le Parti conservateur britannique (CON), avec 21 sièges, et le parti polonais Droit et justice (PiS) de l'ancien Premier ministre Jaroslaw Kaczyński, qui a délégué 19 députés. Le Parti démocratique civique (ODS), cofondé par l'ex-président tchèque Václav Klaus, était influent entre 2009 et 2014, mais il a perdu sept de ses neuf sièges en raison de scandales de corruption. Avant sa scission, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) était le troisième parti le plus important du groupe. L'Alliance pour le progrès et le renouveau (ALFA), issue de cette scission, compte désormais plus de députés que l'AfD, avec quatre sièges contre deux^D. Le Parti populaire danois (DF), après un bon score aux élections législatives de juin 2015 (21 pour cent), est devenu, pour la première fois, le deuxième parti du Folketinget. Il possède quatre sièges au sein de l'ECR.

Ce groupe n'a pas seulement changé de taille. Il a également fortement viré à droite en acceptant d'intégrer des partis de droite résolument populistes, comme l'AfD, le DF, les Vrais Finnois (PS) et les Grecs indépendants (ANEL). Entre juillet 2014 et janvier 2015, la cohésion du groupe (mesurant la propension des membres à voter en accord) était de 77,66 pour cent, soit 9 pour cent de moins qu'au cours de la législature 2009-2014 (cf. Votewatch.eu).

Le président de l'ECR est le Londonien Syed Kamall (CON). Il souhaite, au cours de son mandat, protéger le secteur financier de la capitale contre la «jalousie» des politiciens français et allemands⁵.

D En raison de ses luttes internes, de son rapprochement avec le mouvement populiste raciste Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident (PEGIDA) et de sa scission, dont est issu l'ALFA de Bernd Lucke, l'AfD se place résolument dans le spectre des partis populistes de droite (cf. Häusler/Roeser 2015; Werner 2015; Behrmann 2015). Il reste encore à découvrir vers quel profil politique va se diriger l'ALFA, créé le 19 juillet 2015 et dirigé par le député européen Lucke, ex-président de l'AfD. Le programme électoral défini lors de la création du parti à Cassel suggère une ligne politico-économique de type nationaliste libérale et des tendances au social-chauvinisme dirigé contre les immigrés à faible revenu (cf. programme électoral de l'ALFA) <http://alfa-bund.de/wp-content/uploads/2015/08/Parteiprogramm-ALFA.pdf> (date de consultation: 29/07/2016)

LE GROUPE EUROPE DE LA LIBERTÉ ET DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE (ELDD)

Le groupe populiste de droite Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) est composé de sept délégations, dont seules deux (le UKIP et le parti lituanien Ordre et justice (TT)) appartenaient à son prédécesseur l'ELD. Les nouveaux venus sont le parti italien du Mouvement 5 étoiles (M5S), les Démocrates de Suède (SD), le Parti des citoyens libres tchèque (SSO), une députée dissidente du FN et un représentant unique du Congrès de la Nouvelle Droite, parti polonais. Ce dernier a rejoint l'ELDD en octobre 2014, après le départ d'un député de l'Union des paysans de Lettonie (LZS), défection qui avait momentanément fait perdre à l'ELDD son statut de groupe.

L'ELDD est dirigé conjointement par l'ancien banquier d'investissement Nigel Farage (UKIP) et l'italien David Borelli (M5S), jusqu'ici méconnu. Le M5S est en charge des aspects organisationnels de l'ELDD. C'est lui qui siège aux commissions parlementaires et à la conférence des présidents. Le UKIP utilise le groupe principalement comme un tremplin pour Farage, son chef charismatique.

Sur le plan numérique, l'ELDD est largement dominé par le UKIP (22 députés) et le M5S (17 députés). Le SD, avec deux députés, arrive en troisième place. Le TT est représenté par Rolandas Paksas, ancien maire de Vilnius et ex-président de la Lituanie, et le SSO par son chef Petr Mach, qui a quitté l'ODS après avoir dirigé son organisation de jeunesse et conseillé Václav Klaus. L'ELDD a repris à son compte le slogan du Mouvement pour l'Europe des libertés et de la démocratie (ELD): «la voix du peuple». Ce choix fait écho à la prétention du UKIP d'être «l'armée du peuple» et de le défendre contre les élites politiques. Pour répondre au souhait du M5S, le groupe a ajouté l'adjectif «directe» au terme «démocratie».

Le groupe ELDD est d'ordre strictement technique. Si tous les partis rejettent l'UE et se présentent majoritairement comme des mouvements nationalistes anti-élites, leurs programmes n'ont presque rien en commun. Lors des votes organisés entre juillet 2014 et janvier 2015, la cohésion du groupe ne s'est élevée qu'à 51,59 pour cent, ce qui constitue un taux relativement bas (Votewatch.eu).

L'ELDD remplissant à peine les critères nécessaires au statut de groupe, avec sept délégations, dont quatre ne comptant qu'un membre, son existence est constamment menacée.

LE GROUPE EUROPE DE LA LIBERTÉ ET DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE (ELDD)

ÉTAT MEMBRE DE L'UE	PARTI	RÉSULTATS 2014	DÉPUTÉS 2014	RÉSULTATS 2009	GROUPE JUSQU'EN 2014
UK	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni	26,77	22 (+9)	16,09	EFD
I	Mouvement 5 étoiles	21,15	17	–	–
LIT	Droit et justice	14,25	1 (+/-)	12,22	EFD
S	Démocrates de Suède	9,70	2	–	–
CS	Parti des citoyens libres	5,24	1	–	–
F	Indépendant (anciennement FN)*	24,95 (FN)	1	6,3 (FN)	NI (FN)
PL	KNP (représentant unique)**	7,15 (KNP)	1	–	–

* Après les élections européennes, la députée Joëlle Bergeron a quitté le FN et a rejoint l'ELDD en tant que députée indépendante.

** Le député du KNP Robert Iwaszkiewicz a rejoint le groupe par la suite.

LE GROUPE EUROPE DES NATIONS ET DES LIBERTÉS (ENL)

Le groupe Europe des nations et des libertés (ENL) n'a été formé qu'un an après les élections européennes. En 2014, lors d'une campagne électorale qui a causé du remous partout en Europe, Marine Le Pen et Geert Wilders ont été les premières têtes de liste d'extrême droite à défendre l'idée d'un groupe parlementaire. Ce phénomène nouveau dénotait la dimension dorénavant plus européenne du combat mené par l'extrême droite contre l'UE et en faveur de sociétés nationales fermées. La fondation d'un groupe d'extrême droite semble avoir été bien planifiée. Dès 2010, un parti européen commun appelé l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), ainsi que son Think Tank (Fondation européenne pour la liberté), avaient été créés grâce à des financements européens (cf. Janssen 2013).

Au cours de la campagne électorale de 2014, les organisations de jeunesse de plusieurs partis de l'AEL ont fondé ensemble une organisation de jeunesse européenne nommée la Jeune alliance européenne pour l'espoir (YEAH pour *Young European Alliance for Hope*), dont le manifeste défend une «Europe des nations». Les organisations de jeunesse du FPÖ, du FN, du VB et du SD ont participé à sa création.

Après les élections, le groupe potentiel comptait suffisamment de députés, mais ne disposait pas des sept délégations nécessaires pour former un groupe parlementaire officiel. Le FN de Marine Le Pen (24 députés), le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders (4 députés), la Ligue du Nord (LN) de Matteo Salvini (4 députés), le Parti de la liberté



d'Autriche (FPÖ) de Heinz-Christian Strache (4 députés) et le Vlaams Belang (VB) (1 député) étaient initialement non-inscrits. Ce phénomène s'explique en partie par l'absence de deux anciens alliés: le Parti national slovaque (SNS) avait échoué lors des élections et les Démocrates de Suède (SD) avaient quitté l'alliance en pleine campagne en raison des déclarations racistes et négationistes, potentiellement sujettes à scandales, émises par le candidat du FPÖ Andreas Mölzer.

Pendant ce temps, le FN continuait d'œuvrer pour la création d'un groupe parlementaire d'extrême droite. En octobre 2014, Aymeric Chauprade, alors chef de la délégation du FN au Parlement européen, a annoncé la création d'un nouveau parti européen, le Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL), sous la houlette du FN^E. Le PVV n'en était pas membre mais continuerait de contribuer à l'effort de création d'un nouveau groupe parlementaire de droite. Chauprade a par ailleurs démenti les rumeurs selon lesquelles le KNP de Korwin-Mikke en ferait partie⁶. Le 15 juin 2015, lors d'une conférence de presse dans le bâtiment Paul-Henri-Spaak, Marine Le Pen et Geert Wilders ont annoncé que les membres nécessaires à la création d'un groupe avaient été rassemblés. Le Pen et Wilders étaient parvenus à convaincre deux membres du KNP polonais, ainsi que la dissidente du UKIP Janice Atkinson, de les rejoindre⁷. Depuis, le député roumain Laurențiu Rebegea a quitté le groupe socio-démocrate S&D pour constituer la huitième délégation de l'ENL⁸.

Le groupe est dirigé par Marine Le Pen, dont le FN compte 22 sièges, soit plus de la moitié des 38. Son père Jean-Marie Le Pen, ainsi que Bruno Gollnisch, l'ancien président du groupe ITS, demeurent non-inscrits en contestation de la modernisation du FN. Le co-président de l'ENL est Marcel de Graaff, du PVV. Tout comme le FPÖ, les populistes de droite néerlandais comptent quatre députés.

E En février 2015, Le Pen a sommé Chauprade de démissionner de son poste de chef de la délégation et de président du MENF en raison d'une vidéo scandale dans laquelle il évoquait une «guerre entre la France et les musulmans» (cf. Le Lab Europe 1: L'eurodéputé FN Aymeric Chauprade affiche sa tentative de rabibochage avec Marine Le Pen – <http://lelab.europe1.fr/L-eurodepute-FN-Aymeric-Chauprade-affiche-sa-tentative-de-rabibochage-avec-Marine-Le-Pen-21168> (date de consultation: 10/11/2015).

LE GROUPE EUROPE DES NATIONS ET DES LIBERTÉS (ENL)

ÉTAT MEMBRE DE L'UE	PARTI	RÉSULTATS	DÉPUTÉS	RÉSULTATS	GROUPE 2009-2014
		2014	2014	2009	
F	Front national	24,95	24 (+21)	6,3	NI
NL	Parti pour la liberté	13,32	4 (-1)	16,97	NI
A	Parti de la liberté d'Autriche	19,72	4 (+2)	12,71	NI
I	Ligue du Nord	6,15	4 (-5)	10,2	EFD
B	Vlaams Belang	4,14	1 (-1)	9,85	NI
PL	KNP *	7,15	2	–	–
GB	UKIP (représent. unique)**	26,77	24 (+11)	16,09	EFD
RUM	Roumanie unie (anciennement PC/S+D)***	–	–	–	–

* Depuis l'entrée dans l'ENL des députés du KNP Michal Marusik et Stanislaw Żótek, l'ancien chef du KNP, Korwin-Mikke, est le seul membre non-inscrit d'une délégation comptant quatre députés.

** La députée du UKIP Janice Atkinson a quitté le groupe ELDD pour rejoindre le groupe ENL.

*** En juillet 2015, le député roumain Laurențiu Rebegea a quitté le Parti conservateur (PC) et le groupe S&D pour rejoindre le PRU et devenir son unique représentant actuel au sein de l'ENL.

LES DÉPUTÉS D'EXTRÊME DROITE NON-INSCRITS

Après la fondation de l'ENL, parmi les 14 députés non-inscrits, 10 représentent encore des idéologies allant du populisme de droite à l'extrême droite. Ces non-inscrits appartiennent à deux alliances représentant chacune l'une de ces tendances.

En 2009, de l'alliance d'extrême droite EuroNat est officiellement né le **parti européen Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN)**, financé par l'UE (cf. Janssen 2013). Le JOBBIK, dont le député européen Béla Kovács a été élu en 2013 président de l'AEMN pour quatre ans, coopère via cette organisation avec des partis non représentés au Parlement européen. C'est le cas du Parti national britannique (BNP), dont l'ancien président Nick Griffin, qui n'a pas gardé son siège en 2014, est vice-président de l'AEMN. De même, Valerio Cignetti, du parti italien Fiamma Tricolore (FT), député au Parlement européen entre 2004 et 2009, en est le secrétaire-général. Enfin, le conseil de l'AEMN compte également un représentant du Parti national slovène (SNS). Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch, président du groupe ITS en 2007 et président de l'AEMN jusqu'en 2013, ont activement participé à la vie du parti jusqu'à peu avant les élections européennes de 2014. Marine Le Pen les a ensuite forcés à se retirer de l'AEMN afin d'éviter de mettre la campagne électorale de l'AEL en danger, de subir une mauvaise presse et d'effrayer des partenaires potentiels.



L'Aube dorée (XA) et le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) sont partenaires depuis 2004 au sein du **Front national européen (FNE)**, non financé par l'UE. Depuis mai 2014, le NPD est représenté au Parlement européen par son ancien président Udo Voigt. En effet, après l'arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe invalidant les seuils mis en place pour les élections européennes, le NPD a pu entrer pour la première fois au Parlement européen, avec seulement 1 pour cent des voix. En Grèce, XA fait l'objet d'une enquête pour participation à une organisation criminelle. Le NPD soutient XA depuis le Parlement européen, entre autres en soumettant des questions et des propositions de résolution à la Commission⁹.

Janusz Korwin-Mikke, ancien président du KNP, n'a jusqu'à ce jour rejoint aucune alliance. Après avoir quitté la présidence du KNP, dont il est aujourd'hui membre d'honneur, il a fondé un nouveau parti du nom de Coalition pour le renouveau de la République – Liberté et espoir (acronyme en polonais: KORWiN).

LES PARTIS NON-INSCRITS JOBBIK, AUBE DORÉE, NPD ET KNP

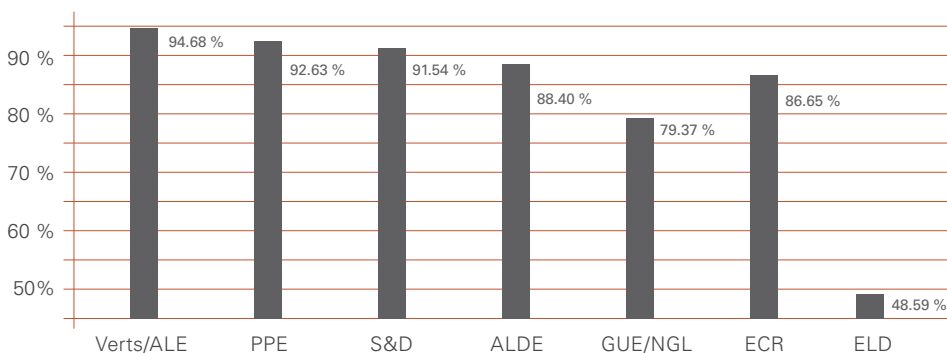
ÉTAT MEMBRE DE L'UE	PARTI	RÉSULTATS 2014	DÉPUTÉS 2014	RÉSULTATS 2009	GROUPE 2009-2014
PL	Coalition pour le renouveau de la République – Liberté et espoir	7,15 (KNP)	1	–	–
H	Mouvement pour une meilleure Hongrie	14,67	3 (+/-)	14,77	NI
GR	Aube dorée	9,38	3	–	–
D	Parti national-démocrate d'Allemagne	1,00	1	–	–

FAIBLESSES: DIFFICULTÉS DES PARTIS DE DROITE RADICALE À FORMER DES ALLIANCES STABLES

Si l'on observe la composition du Parlement européen, on constate que la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) est parvenue à unir la quasi-totalité du spectre politique situé à gauche des Socio-démocrates (S&D). Seul le Parti communiste de Grèce, le KKE, fait exception. À droite du groupe chrétien-conservateur PPE, en revanche, il n'existe aucune unité, même si tous partagent un euroscepticisme nationaliste. Non seulement les trois partis populistes et d'extrême droite vainqueurs des élections européennes (le FN, l'UKIP et le DF) n'ont formé aucune alliance, mais ils ont rejoint des groupes et des partis européens de droite radicale concurrents. Étant donné le pouvoir conféré par la détention d'un quart des sièges au Parlement européen, pourquoi n'existe-t-il pas d'alliance stratégique de toutes les droites radicales contre l'UE?

Tout d'abord, ces partis ont des visions très différentes en matière de politiques économique, sociale, environnementale, commerciale et extérieure. Pour les partis de droite non-inscrits, on ne dispose d'aucun chiffre pertinent, mais la comparaison de leurs positions au Parlement européen entre 2009 et 2014 révèle une hétérogénéité comparable à celle de l'ELD (cf. tableau ci-dessous).

COHÉSION DES GROUPES DU PARLEMENT EUROPÉEN DE 2009 À 2014 D'APRÈS LES VOTES EN % (14/07/2009 – 17/04/2014)



Source: Votewatch.eu

Les différences de vue ne sont pourtant pas le véritable obstacle au rassemblement des partis de droite radicale au sein d'un seul et même groupe européen. L'ELD, entre 2009 à 2014, puis son successeur l'ELDD ont démontré qu'il suffit d'un seul point commun, tel que l'euro-scepticisme, pour collaborer au sein d'un groupe. La difficulté réside dans le numéro d'équilibriste réalisé par tous les partis de droite radicale. Au national-conservatisme, considéré comme démocratique par les médias et les politiques dominants, s'oppose un extrémisme disqualifiant, se manifestant par une hostilité de principe envers des groupes particuliers, qu'il s'agisse d'antisémitisme, de racisme, d'islamophobie, d'homophobie ou de misogynie. La frontière entre ces deux discours ne cesse de se mouvoir en fonction du moment, du pays et des circonstances. Dans un sens, les droites radicales se réjouissent que leurs déclarations provoquent des levées de boucliers médiatiques et politiques: ces réactions démontrent qu'ils sont les seuls à aborder certains sujets et à briser les tabous. Cette stratégie de communication se reflète dans certains termes de leurs attaques verbales, tels que «dictature idéologique gauchiste», «bons samaritains» ou «politiquement correct» (cf. Auer 2002).

Les populistes de droite modernes ne souhaitent cependant pas passer pour des extrémistes anti-démocratiques et inhumains. Ils veulent toucher un électorat plus large sur le long terme et aspirent réellement au pouvoir. Marine Le Pen illustre parfaitement cette démarche en cherchant à «dédiaboliser» le FN et à lui faire prendre un «virage républicain» pour devenir un «parti populaire de gouvernement». Ce faisant, elle prend clairement ses distances avec la ligne d'extrême droite dure prise par son père et prédécesseur Jean-Marie Le Pen (cf. Betz 2013).

Mais que se passe-t-il lorsqu'au sein d'une alliance, certains partenaires politiques défendent des positions haineuses? Cet **extrémisme des autres**, impossible à contrôler, rejaille sur tous les partis et met en péril leur prétention au civisme. Dans le pire des cas, ce sont les adhérents mêmes d'un parti qui se sentent attaqués par les déclarations d'un partenaire, par exemple en cas de diffamation à l'encontre de populations immigrées ou de minorités nationales.

Les exemples suivants illustrent ces dissensions:

- > En 2007, les déclarations racistes de la néofasciste italienne Alessandra Mussolini, aujourd'hui membre du PPE, sur les immigrés roumains en Italie ont mené à la dissolution du groupe Identité, Tradition, Souveraineté après seulement dix mois d'existence. Par protestation, les nationalistes roumains du Parti de la Grande Roumanie (PRM) ont quitté le groupe.
- > Lors de la campagne électorale de 2014, les déclarations extrémistes d'Andreas Mölzer, principal candidat du FPÖ au Parlement européen, l'ont forcé à abandonner sa candidature. Il avait qualifié l'Europe de «conglomérat de nègres» et l'avait comparée à l'Allemagne nazie. Ce scandale a conduit le SD à se retirer de l'alliance AEL, de peur de mettre en danger ses campagnes européenne et législative. Lors de ces dernières, en septembre 2014, il a néanmoins augmenté son score de 7 pour cent, avec 12,86 pour cent des votes¹⁰.
- > L'antisémitisme au sein du FN est l'une des raisons pour lesquelles le UKIP et le DF n'ont jusqu'ici pas voulu coopérer avec Marine Le Pen et son parti. Comme pour leur donner raison, l'ancien président d'honneur du FN, Jean-Marie Le Pen, a émis, peu après les élections, une déclaration antisémite sur le chanteur juif Patrick Bruel, qu'il a menacé d'une «fournée»¹¹. En août 2015, Jean-Marie Le Pen a été exclu du FN après avoir à nouveau déclaré que l'holocauste n'était qu'un «détail de l'Histoire»¹².
- > D'après les médias, Marine Le Pen et Geert Wilders ont refusé de coopérer avec Janusz Korwin-Mikke et son KNP parce qu'ils considéraient comme trop extrêmes ses déclarations sur l'abolition du droit de vote des femmes et sur l'holocauste. Deux députés du KNP ont intégré le groupe ENL, mais seulement après que Korwin-Mikke a démissionné de la présidence du parti pour créer sa nouvelle formation, KORWIN.
- > Le KNP a exprimé des réserves sur le site créé par Geert Wilders, intitulé «centrale de signalisation des nuisances générées par les Européens de l'Est», invitant les Néerlandais à enregistrer des plaintes contre les immigrés d'Europe de l'Est.
- > En juin 2014, le JOBBIK a qualifié le FN et le FPÖ de «partis sionistes» suite à leur refus de coopérer plus étroitement avec lui ainsi qu'avec le NPD et XA, en raison de l'extrémisme de ces trois partis¹³.



- > En décembre 2014, le NPD allemand a incriminé la supposée « filière israélienne » au sein des partis FPÖ, FN, UKIP et PVV¹⁴. Des populistes de droite modernes tels que Geert Wilders, qui dépeignent l’Islam comme une menace pour l’Occident, voient en Israël un allié potentiel. Certains partis aux racines antisémites tels que le FN ou le FPÖ tentent depuis de suivre cette ligne, du moins en apparence. Une déclaration de Nick Griffins (député européen jusqu’en mai 2014 et président du BNP britannique) montre bien à quel point ces désaccords sont profonds. Il a décrit l’opposition entre antisémitisme traditionnel et nouvelle extrême droite supposément pro-israélienne comme un « combat pour l’âme du nationalisme » (cf. Janssen 2013).
- > Dès le lendemain des élections européennes de 2009, le député hongrois du JOBBIK Zoltán Balczó, réélu en 2014, avait expliqué que son parti ne collaborerait jamais avec les partis nationalistes des États voisins, le PRM roumain et le SNS slovaque, car ils étaient selon lui « chauvinistes »¹⁵. La raison de l’incompatibilité entre le JOBBIK, le SNS et le PRM est le dénigrement continu de chacun de ces partis contre les minorités issues des pays voisins, ainsi que l’aspiration du JOBBIK à l’établissement d’une grande Hongrie.
- > Les liens entretenus par le JOBBIK avec certains partis russes et les conflits autour de la minorité hongroise en Ukraine ont conduit les nationalistes de l’Union panukrainienne « Liberté » (SV), à perdre leur statut d’observateurs au sein du parti européen AEMN (cf. Shekhovtsov 2014).

IMPACT: INFLUENCE DES PARTIS DE DROITE RADICALE AU NIVEAU EUROPÉEN

Malgré les difficultés que rencontrent les partis de droite radicale dans la formation d'alliances stables et de grande ampleur, on assiste parfois à des **collaborations intergroupes et interalliées** (pour la législature 2009-2014, cf. Janssen 2013). Face à une grande coalition entre le PPE et le S&D, qui inclut souvent les Libéraux et les Verts, il est presque impossible que les populistes de droite du Parlement exercent une influence directe sur la législation européenne. Même si tous les partis de droite radicale collaboraient, ils devraient s'allier avec le PPE pour obtenir une majorité de droite.

Les populistes de droite peuvent cependant influencer le climat social par leur présence dans les médias, afin de remporter plus de voix à moyen terme. À ce jour, la plus grande initiative commune des populistes de droite au niveau européen a été la **motion de censure contre la Commission européenne de Jean-Claude Juncker**. Elle a fait suite à l'affaire «LuxLeaks», qui a révélé que le grand-duché du Luxembourg, sous son ancien Premier ministre Juncker, avait accordé des privilèges fiscaux à de grands groupes tels que Amazon ou Fiat. Le 27 novembre 2014, le Parlement a voté au sujet de cette motion de censure. Pour atteindre le quorum nécessaire au vote en assemblée plénière, plusieurs populistes de droite, qui étaient alors non-inscrits et appartiennent aujourd'hui à l'ENL, au groupe ELDD et à une partie du groupe ECR, ont collaboré. Au terme du vote, 101 députés s'étaient prononcés pour la résolution, 88 s'étaient abstenus (parmi eux, la majorité des députés du groupe de gauche GUE/NGL^F), tandis qu'une grande coalition composée du PPE, de S&D, des libéraux de l'ALDE et des VERTS avaient apporté 461 voix en soutien à la commission de Juncker¹⁶. Le groupe ECR, dont la plus grande délégation, le CON, au pouvoir au Royaume-Uni, est représentée à la Commission par Lord Jonathan Hill, Commissaire européen à la Stabilité financière, aux Services financiers et à l'Union du marché des capitaux, avait annoncé qu'il s'abstiendrait lors du vote. Une minorité du groupe, composée de l'AfD allemande, du PS finnois, de l'ANEL grec et de députés du PiS polonais, a cependant soutenu la proposition. Cette collaboration forcée lors du vote de la motion de censure n'a constitué qu'une victoire symbolique. Néanmoins, elle a prouvé que les partis populistes de droite et d'extrême droite peuvent avoir un impact s'ils parviennent à coopérer de façon stratégique.

F Au total, six députés de gauche (originaires des Pays-Bas, du Danemark et de la République Tchèque) ont voté pour la proposition émise par les partis de droite radicale. Le groupe de gauche GUE/NGL avait été le premier à travailler sur une motion de censure contre Juncker. Néanmoins, puisqu'ils avaient refusé les signatures des populistes de droite et que les autres groupes n'étaient pas intéressés, le quorum n'avait pas été atteint.



L'exemple d'une question orale à la Commission européenne sur le thème de «L'accord de libre-échange TTIP entre l'Union et les États-Unis ...»^G démontre **combien les partis de droite radicale brassent large lors de cas précis et ne rechignent pas à collaborer avec l'extrême droite lorsqu'ils échappent aux feux des médias**¹⁷. Des membres de l'ELDD (M5S) et de ce qui est devenu l'ENL (LN, FN, FPÖ, PVV) ont collaboré avec les partis néofascistes et néonazis de l'AEMN (JOBBIK) et le NPD allemand. Cette action montre également que les partis de droite radicale s'emparent volontiers du TTIP pour répondre aux préoccupations de la population. La question portait sur la protection des appellations d'origine alimentaires au sein de l'UE et donc sur l'identité régionale et nationale dans un marché mondialisé.

Au sein des **structures internes du Parlement européen**, les députés des groupes ENL et ELDD restent marginalisés. Ils n'occupent aucune fonction importante au sein du Parlement, telles que la présidence des commissions. L'ECR, en revanche, préside la puissante Commission du marché intérieur (Vicky Ford, CON) et la Sous-commission sécurité et défense (Anna Elżbieta Fotyga, PiS). La candidature de Bernd Lucke, l'ancien co-dirigeant de l'AfD, à la vice-présidence de la Commission des affaires économiques et monétaires a échoué. C'est un autre député de l'ECR, le Belge Sander Loones de l'Alliance néo-flamande (N-VA), qui a été élu. La respectabilité politique accordée aux membres des groupes de droite varie donc selon les partis.

C'est surtout au niveau national que les partis populistes de droite peuvent exercer une influence politique. Ils n'ont pas toujours besoin de faire partie du gouvernement, ni même d'être tolérés par ce dernier. La pression exercée par les sondages leur étant favorables suffit parfois à la droitisation du climat politique. Les «Stratégies d'adoption» – lorsque les partis conservateurs et socio-démocrates adoptent les positions des populistes de droite – contribuent à légitimer les programmes et les discours des droites radicales. Les populistes purs et durs voient alors souvent leur popularité renforcée (cf. Goodwin 2011: 24).

G <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+OQ+O-2014-000084+0+DOC+XML+V0//FR>

Le parti qui a le plus de chances d'accéder au pouvoir est le FN français. **Marine Le Pen met tout en œuvre pour remporter les élections présidentielles de 2017.** Contrairement à son père, la fille du fondateur du FN mène une stratégie visant l'accession au pouvoir (cf. Servettaz 2014). D'après les sondages de l'institut français Ifop, elle pourrait passer le premier tour avec 27 pour cent des voix et accéder ainsi au second tour (sondage mené en août 2015)²¹.

GÉOGRAPHIE POLITIQUE: POPULISME DE DROITE ET CHAUVINISME DE LA PROSPÉRITÉ

Si l'on observe la carte des élections de 2014, on constate que les partis populistes de droite ne connaissent pas le même succès dans tous les États membres. **En mai 2014, dans les États du sud de l'UE que sont l'Espagne, le Portugal et Chypre, aucun parti populiste de droite n'a été élu au Parlement européen**, bien que ces pays subissent tous de plein fouet les conséquences sociales de la crise financière. En Grèce cependant, le XA néonazi et le parti populiste de droite ANEL ont obtenu de bons scores.

En Europe centrale et en Europe du Sud-Est, le tableau est mitigé. On soulignera la situation hongroise. En plus du parti populiste de droite FIDESZ, jusqu'ici hégémonique (51,48 pour cent et 12 mandats aux élections européennes de 2014), le parti néonazi JOBBIK jouit d'un potentiel électoral stable, avec 14 à 20 pour cent. Les grands partis eurosceptiques et nationaux-conservateurs polonais (PiS) et tchèque (ODS) sont également confrontés à la concurrence de partis encore plus à droite qu'eux. En Pologne, il s'agit du KNP, représenté pour la première fois au Parlement européen. En République Tchèque, il s'agit du SSO. Ces deux partis, contrairement au protectionniste JOBBIK, s'expriment en faveur du néolibéralisme. En parallèle, les partis d'extrême droite de cette région, qui furent longtemps prédominants, ont disparu de la carte lors des élections européennes de 2014. L'ATAKA de Volen Siderovs en Bulgarie, le Parti de la grande Roumanie (PRM) de l'ancien partisan de Ceaușescu Vadim Tudor et les nationalistes slovaques du SNS, qui ont fait partie de plusieurs gouvernements dans le passé, ont échoué à conserver leurs sièges.

La puissance numérique des partis de droite radicale au Parlement européen s'explique principalement par leurs victoires dans les États économiquement forts du nord et de l'ouest de l'UE: Royaume-Uni (UKIP), France (FN), Danemark (DF), Allemagne (AfD, FAMILIE et NPD), Pays-Bas (PVV), Autriche (FPÖ), Suède (SD), Finlande (PS) et Belgique (VB, N-VA). Il faut également mentionner la LN de l'Italie du Nord qui, sous le mandat de son jeune dirigeant Matteo Salvini, s'est progressivement transformée en un parti national, tout comme (du moins en partie) le M5S de Beppe Grillo.



Les droites radicales d'Europe du Nord et de l'Ouest exploitent les ressentiments populistes (fondés sur le chauvinisme de la prospérité et la notion de droit acquis) contre l'accès des immigrés au marché du travail et à la sécurité sociale, et contre l'aide aux États membres plus démunis (cf. également Rydgren 2006).

- > Le slogan «nous ne sommes pas le bureau d'aide sociale du monde» (NPD), «le bureau international d'aide sociale» (AfD) ou «le bureau d'aide sociale de la planète entière» (CSU) est caractéristique du chauvinisme de la prospérité d'Europe du Nord et de l'Ouest. Dans son programme, le UKIP défend des «aides sociales réservées à ceux qui vivent déjà ici [au Royaume-Uni] depuis plus de cinq ans» et une sécurité sociale servant de «filet pour les démunis» pas de «hamac pour les paresseux». Après le Brexit, «les travailleurs britanniques auront la primeure des 800 000 postes actuellement réservés aux travailleurs européens»²².
- > Tandis que des partis tels que le UKIP, l'AfD, le DF ou le PS associent un cloisonnement du marché du travail et du système social au néolibéralisme, le FN français mitige son chauvinisme de droite par une politique socio-économique pouvant être qualifiée «de gauche». Marine Le Pen affirme que la France, en tant que «deuxième contributeur net au budget de l'UE», est «un des pays les plus pénalisés par cette Union européenne», «pénalisé par l'ouverture totale des frontières, instaurée par les accords de Schengen». Par conséquent, le système de protection sociale français serait une «pompe aspirante»²³.

ENNEMIS INTIMES: L'UE, UNE RESSOURCE EXPLOITÉE PAR LE POPULISME DE DROITE

L'UE, une «machine à détruire les nations» (Marine Le Pen)²⁴: Pour contrer les crises de la mondialisation néolibérale, les partis de droite radicale présentent l'État-nation fermé comme un havre de paix pour un peuple considéré comme «autochtone». Les populistes de droite envisagent l'UE supranationale et ses «élites» comme l'antithèse du peuple, qu'ils définissent comme une entité culturellement homogène.

Ce peuple, dans son acceptation très étroite, est pour eux le seul et unique sujet politique. Leur notion de «peuple» n'englobe pas tout le monde: elle est réservée aux individus possédant des caractéristiques ethniques, culturelles et sociales bien spécifiques. **L'UE, quant à elle, est présentée comme l'incarnation de tous les aspects négatifs de la politique. À ce titre, elle est devenue le référentiel principal du populisme de droite.**

D'après Decker, l'UE est *«la source de toutes les conséquences négatives qui accompagnent ou peuvent accompagner le processus de modernisation: perte de prospérité matérielle, emprise étrangère sur la culture nationale et crise de la représentation politique. La mondialisation, phénomène éminemment abstrait, dispose alors d'un coupable concret»* (Decker 2006: 15). Ce schéma simple d'interprétation du monde a gagné en audience du fait des crises économiques, politiques et humanitaires traversées par l'UE depuis 2007. Preuve en est le succès des partis de droite radicale aux élections européennes de 2014.

La lutte contre l'UE est devenue le principal point de référence commun entre les partis populistes de droite œuvrant au niveau européen. Voici des exemples de thèmes sur lesquels ces partis désignent l'UE comme la source de tous les maux:

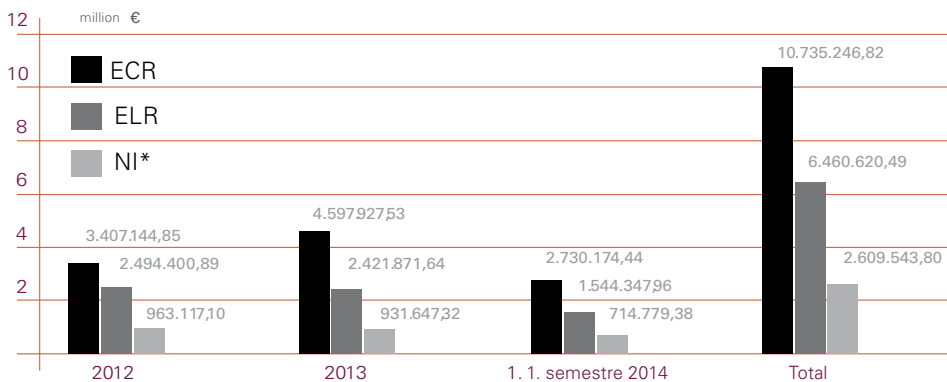


THÈME	THÈSES ET SLOGANS DES POPULISTES DE DROITE	POLITIQUE DE L'UE
Protection du système de sécurité sociale nationale	Dumping salarial causé par les immigrés, tourisme social, prodigalités de l'UE	Libre circulation des travailleurs, dérégulation et libéralisation, budget de l'UE, plans de sauvetage et responsabilité vis-à-vis des dettes dans le cadre du MES
Protection de la culture / des valeurs / des familles nationales	Islamisation générée par l'immigration, multiculturalisme, criminalité des étrangers, politiquement correct, délires de la théorie du genre, dictature des homosexuels	Espace Schengen, politique d'immigration et d'asile commune, Charte des droits fondamentaux, directive européenne de lutte contre la discrimination
Protection de la souveraineté / de la démocratie / de la liberté nationales	Régulation excessive, eurocrates, élites cosmopolites, dictat de l'UE, l'UE «prison des peuples», UERSS	La Commission européenne à l'origine des initiatives législatives et gardienne des traités, BCE, programme de la Troïka, directives et règlements européens

Les opposants nationalistes à l'UE deviennent eux-mêmes européens. On soulignera la création, en 2010, du parti européen AEL, qui est ensuite devenu le groupe parlementaire ENL, comptant huit délégations nationales. Avec l'AEL et l'ENL, la collaboration des partis populistes de droite au niveau européen a pris une nouvelle ampleur. Pour la campagne européenne, un Manifeste a été formulé, avec des objectifs communs dans les domaines des institutions, de l'économie, de la protection sociale et de l'immigration²⁵. Plus marquant encore: lors de la conférence de presse donnée le 13 novembre 2014 à La Haye par Marine Le Pen et Geert Wilders, l'AEL, aujourd'hui ENL, a présenté des figures politiques connues dans toute l'Europe comme têtes de liste d'un nouveau groupe appelant les partis de droite radicale à combattre «le monstre de Bruxelles» (Wilders). Il s'agit du rapprochement le plus important et le plus médiatique jamais réalisé par des partis populistes de droite au niveau européen.

L'UE n'est pas seulement la référence politique principale du populisme de droite moderne. Elle est également devenue une ressource matérielle importante. Un siège au Parlement européen fournit un revenu supplémentaire aux hommes et femmes politiques de carrière, s'ajoutant aux rétributions liées à leurs mandats régionaux ou nationaux. Ils bénéficient également d'une infrastructure et d'une capacité d'embauche. Par ailleurs, le statut de groupe donne accès à des ressources financières considérables permettant de rémunérer du personnel, de mener des actions de presse, d'avoir une présence sur Internet, d'organiser des événements et d'élaborer des publications. Au cours des années 2012, 2013 et de la première moitié de 2014, les ressources de l'UE mises à disposition des groupes et partis de droite radicale se sont élevés à 19 millions d'euros (sans compter le salaire et les indemnités pour frais généraux et rémunération des collaborateurs perçus par chaque parlementaire).

RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'UE DÉPENSÉES PAR LES GROUPES EUROPÉENS DE DROITE RADICALE DE 2012 À FIN JUIN 2014²⁶ (EN EUROS)



Fonds européens dépensés par les groupes de droite radicale, seconde moitié de la législature 2009-2014: 19.805.411,11 Euro

* Entre 2012 et juin 2014, l'écrasante majorité des parlementaires européens non inscrits (NI), mais pas l'intégralité, appartenait à des partis de droite radicale

Le nouveau secrétaire-général du FN, Nicolas Bay, a écrit qu'avec la création du groupe, les Français seraient «mieux défendus» contre l'UE²⁷. La présidente du groupe, Marine Le Pen, dispose maintenant du privilège de se trouver au premier rang lors des débats en plénière et de haranguer directement les principaux représentants de l'UE (les présidents de la Commission et du Conseil européen comme les chefs d'État), ce qui amplifie son impact médiatique. Nigel Farage (UKIP), le président de l'actuel groupe ELDD, anciennement ELD, est passé maître dans cette pratique. Son agression verbale à l'encontre du président du Conseil Hermann Van Rompuy, en mars 2010, pour laquelle il a dû



s'acquitter d'une amende pour outrage, en constitue un parfait exemple. Entre autres choses, Farage conférait au Belge le «charisme d'une serpillère humide» et décrivait la Belgique, avec ses trois langues officielles, comme un «non-pays», provoquant en toute conscience un scandale qui l'a fait connaître dans les médias bien au-delà des frontières du Royaume-Uni. En janvier 2015, la vidéo de son discours en plénière avait généré plus de 430 000 vues sur le canal vidéo du UKIP. Des agressions similaires, à l'encontre de l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown ou de la chancelière allemande Angela Merkel par exemple, ont également valu au UKIP plusieurs centaines de milliers de clics²⁸. Farage se présente habilement comme l'avocat du peuple n'hésitant pas à s'en prendre aux élites européennes. Sur la plate-forme YouTube, d'autres vidéos ayant recueilli près de 100 000 vues ont pour titre: «Nigel Farage détruit le président français» ou «Nigel Farage dénonce les bêtises et la propagande d'un eurocrate» (traduction: (T.J.)).

Les partis populistes de droite utilisent aussi les moyens financiers de l'UE en dehors du Parlement européen. Depuis 2009, plusieurs alliances de partis de droite radicale ont accédé au statut officiel de parti politique au niveau européen:

L'Alliance des conservateurs et réformistes européens (AECR) est le parti européen correspondant au groupe ECR. La fondation New Direction (ND, Nouvelle direction en français), également financée par l'UE, y est affiliée. De 2010 à 2014, l'AECR a bénéficié de 5 459 220,00 euros.

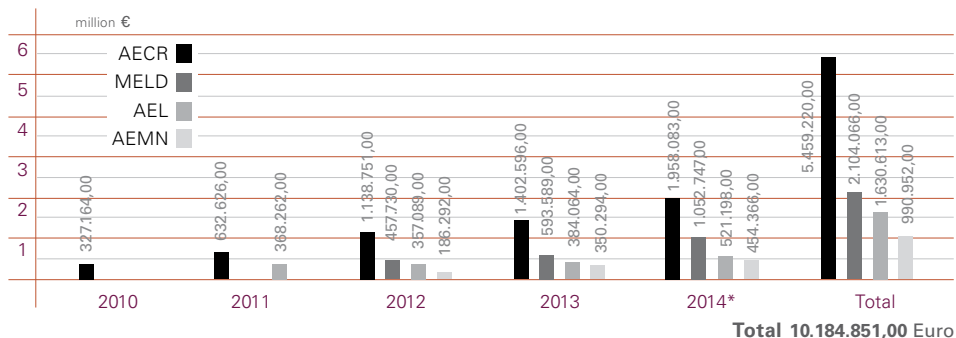
L'Alliance européenne pour la liberté (AEL), à laquelle l'ENL a succédé en juillet 2015, a tout d'abord été fondée par des députés européens et quelques hommes et femmes politiques nationaux, dont Goodfrey Bloom (UKIP), Marine Le Pen (FN), Franz Obermayr et Andreas Mølzer (FPÖ), Philip Claes (VB) et Kent Ekeroth (SD). Aux élections européennes de 2014, les partis concernés, à l'exception du UKIP et avec le ralliement du PVV, de la LN et du SNS slovaque, ont fait campagne ensemble. De 2010 à 2014, l'AEL a bénéficié de 1 630 613,00 euros. La Fondation européenne pour la liberté (FEL), think-tank financé par l'UE, lui est affiliée.

L'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) est un projet d'extrême droite fondé en 2009 par l'ancienne aile radicale du FN (Bruno Gollnisch et Jean-Marie Le Pen), le Parti national britannique (BNP), le JOBBIK, le parti italien Flamme tricolore (FT) et quelques autres partis récoltant actuellement peu de voix. L'AEMN a bénéficié de 990 952,00 euros.

Le Mouvement pour une Europe de la liberté et de la démocratie (MELD) comprend tous les partis populistes de droite de l'ancien groupe ELD (dont la LN, le DF et le PS), à l'exception du UKIP. De 2010 à 2014, il a bénéficié de 2 104 066,00 euros.

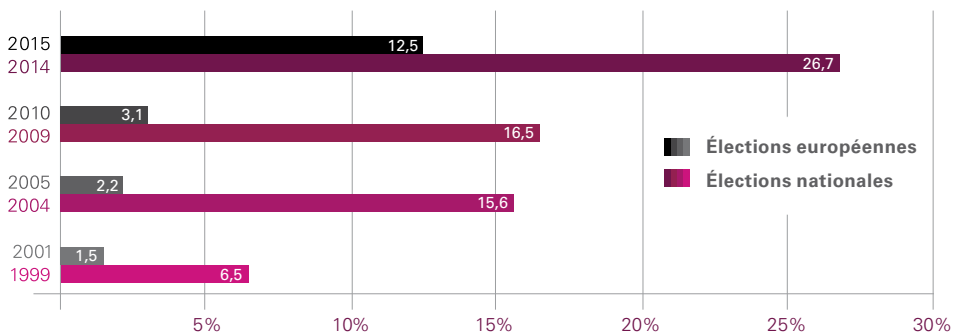
Au total, entre 2010 et 2014, les partis de droite radicale membres de partis européens officiels ont eu accès à environ 10 millions d'euros de fonds européens.

FONDS EUROPÉENS DESTINÉS AUX PARTIS EUROPÉENS DE DROITE RADICALE ENTRE 2010 ET 2014 (EN EUROS)²⁹



* Somme maximale disponible, les données sur les sommes réellement dépensées ne sont pas encore disponibles

Le Parlement européen est devenu une base politique sur laquelle s'appuient personnellement les dirigeants des partis populistes de droite. Dans certains États membres, le système électoral pose problème aux populistes de droite. C'est le cas par exemple du deuxième tour en France ou du scrutin uninominal majoritaire à un tour au Royaume-Uni. Ces systèmes rendent l'accès au parlement national difficile pour les partis émergents. Lors des élections européennes cependant, le vote se fait à la proportionnelle. Cela génère des résultats très différents, comme le montre l'exemple du UKIP:



EXEMPLES DE POPULISTES DE DROITE CÉLÈBRES DÉTENANT ACTUELLEMENT UN MANDAT AU PARLEMENT EUROPÉEN:

- > Nigel Farage, le président du UKIP et du groupe ELDD, a dirigé, depuis 1999, plusieurs groupes populistes de droite au Parlement européen. Il a utilisé le Parlement européen comme tremplin pour sa carrière politique.
- > Marine Le Pen, présidente du FN, et son père Jean-Marie Le Pen, fondateur et président d'honneur du FN jusqu'à son exclusion en août 2015, sont parlementaires européens depuis 2009. En 2011, Marine Le Pen a remplacé son père à la présidence du parti. Depuis début 2015, elle figure souvent en bonne position dans les sondages relatifs à la présidentielle française de 2017.
- > En 2013, aux élections du Bundestag, l'AfD allemande n'a pas réussi à passer le seuil des 5 pour cent, avec seulement 4,8 pour cent des voix. Cependant, aux élections européennes de 2014, elle a recueilli 7 pour cent des voix et délégué au Parlement européen, entre autres, son porte-parole populaire Bernd Lucke et le fameux ex-président du BDI (fédération de l'industrie allemande) Hans-Olaf Henkel. Après la scission de l'aile de Lucke, la parlementaire européenne ultra-conservatrice et pro-famille Beatrix von Storch est devenue l'un des quatre suppléants de la nouvelle présidente de l'AfD, Frauke Petry, au bureau fédéral de l'AfD (cf. Behrmann 2015:103ff).
- > Depuis 2009, la jeune star du DF, Morten Messerschmidt, construit sa carrière politique au Parlement européen. Lors des élections européennes de 2014, au cours desquelles les électeurs/trices danois(es) pouvaient effectuer un vote de préférence en faveur de candidats, il a obtenu le meilleur résultat individuel de toute l'histoire des élections danoises.
- > En décembre 2013, Matteo Salvini, qui siège depuis 2009 au Parlement européen, a pris la tête de la LN, alors en baisse dans les sondages, tout en maintenant son mandat au Parlement européen. L'objectif de Salvini est de transformer ce parti séparatiste «padanien» du Nord en une organisation touchant l'Italie entière. Depuis, la LN a obtenu jusqu'à 16 pour cent d'intentions de vote dans les sondages italiens³⁰. Les médias considèrent Salvini comme la nouvelle figure de proue de l'extrême droite italienne et le futur concurrent de Matteo Renzi³¹.
- > L'excentrique Janusz Korwin-Mikke, qui lors des élections européennes était encore président du parti polonais KNP, a remporté sa première victoire politique en entrant au Parlement européen en 2014. Entre 1995 et 2010, il s'était présenté quatre fois aux élections présidentielles polonaises mais n'avait jamais obtenu plus de 2,5 pour cent des voix.
- > Udo Voigt, président et personnalité du parti néonazi du NPD de 1996 à 2011, est depuis mai 2014 l'unique représentant de l'extrême droite allemande au Parlement européen.

AMIS DE CIRCONSTANCE: LES POPULISTES DE DROITE ET L'ESTABLISHMENT RUSSE

Pour préparer les élections européennes de 2014, tandis que le conflit ukrainien s'intensifiait, les populistes de droite de l'UE et les représentants des partis russes Russie unie (ER) et Rodina ont coopéré de façon encore plus étroite. Les organisations cherchant à se rapprocher de l'establishment russe via ER sont principalement les membres de l'ENL, notamment le FN, la LN, le FPÖ et le VB. Le JOBBIK, le NPD, XA et le parti bulgare ATAKA travaillent plus étroitement avec Rodina, le parti du vice-Premier ministre russe Dmitri Rogozine (cf. également Political Capital 2014).

Dès mai 2013, le président du JOBBIK Gábor Vona s'est rendu à Moscou pour y rencontrer des parlementaires et présidents de commissions de la Douma. Sur invitation d'Alexander Dugin, idéologue et propagandiste d'extrême droite partisan d'une alliance eurasiatique contre les États-Unis et le libéralisme, il a de plus donné une conférence à l'université Lomonossov. Vona y a qualifié les États-Unis de «rejeton difforme de l'Europe» et l'Union européenne de «traître au continent». «La Russie représente beaucoup mieux l'Europe que les deux entités que je viens de mentionner, car elle perpétue ses traditions au lieu d'adopter la culture de l'argent et des masses», a déclaré Vona selon un rapport du JOBBIK³².

En juin 2013, Marine Le Pen, lors d'un de ses voyages en Russie, s'est rendue à Moscou, où elle a été reçue par le porte-parole de la Douma, Sergueï Narychkine (ER) et le vice-Premier ministre Dmitri Rogozine (Rodina). Elle a également tenu un discours à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MIGMO), qui est rattaché au ministère des affaires étrangères russe³³.

En décembre 2013, lors d'une conférence de presse en marge d'un congrès de la Ligue du Nord, le député de la Douma Victor Zubarev (ER) s'est adressé aux journalistes aux côtés des dirigeants de parti Heinz-Christian Strache (FPÖ), Matteo Salvini (LN) et Geert Wilders (PVV), membres de l'AEL, ainsi que des députés européens Gerolf Annemans (VB) et Lorenzo Fontana (LN). Par la suite, Strache, le chef du FPÖ, a déclaré qu'ils avaient pris la décision officielle «d'anticiper les élections européennes en collaborant en vue d'une Europe des patries et des régions libre»³⁴.



En mars 2014, le gouvernement russe a invité des acteurs politiques de la droite radicale à faire partie des observateurs du référendum sur l'annexion de la Crimée par la Russie. Cette mission a été organisée par une ONG belge appelée Observatoire eurasien pour la démocratie et les élections (EODE), initiée par l'homme politique d'extrême droite Luc Michel. Le futur chef de la délégation du FN au Parlement européen, Aymeric Chauprade, ainsi que des représentants du VB, du FPÖ, du JOBBIK et d'ATAKA, entre autres, ont répondu à l'invitation.

En avril 2014, la représentation permanente de la Fédération de Russie à Bruxelles³⁵, en collaboration avec Lorenzo Fontan (LN) et David Lasar (FPÖ), membre du Conseil municipal de Vienne, a organisé une conférence au Parlement européen sur le thème «EU-Russia: De-Escalating the Crisis – Roadmap for Peace in Europe» (fr.: UE-Russie: Apaiser la crise – un plan pour la paix en Europe)³⁶.

En juin 2014, à l'occasion du 200e anniversaire du congrès de Vienne, l'oligarque russe Konstantin Malofejew a invité différentes figures radicales à une conférence au Palais Liechtenstein. Marion Maréchal-Le Pen (FN), Aymeric Chauprade (FN), Heinz-Christian Strache (FPÖ) et le président d'ATAKA Wolen Siderov ont débattu, avec Alexander Dugin et d'autres, des façons de rétablir l'Europe selon des valeurs conservatrices³⁷.

En marge du sommet Europe-Asie tenu à Milan en octobre 2014, le président de la LN Matteo Salvini a échangé pendant vingt minutes avec le président Vladimir Poutine. D'après Salvini, ils ont abordé des thèmes tels que *«les sanctions absurdes émises contre la Russie, mises en œuvre par une UE peureuse qui ne défend pas les intérêts de ses propres citoyens mais ceux des oligarques et des représentants des lobbies de la puissance mondiale»*. Ils auraient discuté d'intérêts communs tels que *«la préservation de l'autonomie nationale en matière de lutte contre l'immigration illégale et la protection des valeurs traditionnelles»*³⁸.

En novembre 2014, Salvini s'est rendu, avec une délégation de députés européens de la LN, en Crimée, dorénavant russe, et à Moscou. D'après Salvini, un accord de coopération entre la LN et ER aurait été signé. Lors de son séjour en Crimée occupée, le président de la LN aurait rencontré le nouveau Premier ministre et le président du Parlement de Crimée. Il serait également allé voir la flotte russe de la mer Noire. À Moscou, Salvini a rencontré le porte-parole de la Douma, Sergueï Narychkine (ER), et le président du comité des affaires extérieures, Alekseï Pouchkov³⁹.

En novembre 2014, le chef du FPÖ Heinz-Christian Strache s'est également rendu à Moscou, où il a rencontré des députés de la Douma et participé à une table ronde internationale sur le thème des «solutions pour sortir de la crise de confiance qui frappe l'Europe»⁴⁰.

En novembre 2014, on a également appris que le FN avait reçu un prêt de 9 millions d'euros de la part de la banque russe First Czech Russian Bank. D'après le journal d'investigation en ligne français Mediapart, le FN aurait sollicité un crédit de 40 millions d'euros pour la période menant à la présidentielle en France, ce que dément Marine Le Pen⁴¹.

En mars 2015, le député européen Jean-Luc Schaffhauser (FN) a organisé une conférence de presse au Parlement européen ayant pour titre «Paix et unité en Europe», sur la crise en Ukraine. On y retrouvait le journaliste allemand Manuel Ochsenreiter, ancien rédacteur du magazine *Junge Freiheit* («Jeune liberté») et aujourd'hui rédacteur-en-chef du mensuel de droite *Zuerst!* («En premier!»). Lors de cette conférence de presse, Schaffhauser en a annoncé une autre à Donetsk, avec pour titre «Donbass: hier, aujourd'hui et demain». Dans la salle, se trouvaient d'autres députés européens populistes de droite, dont l'italien Mario Borghezio, de la LN⁴².

En mars 2015 également, le parti Rodina a organisé à St Pétersbourg une conférence ayant pour titre «Forum conservateur russe international», à laquelle ont participé des néofascistes et membres de l'extrême droite de Russie, de l'UE et des États-Unis. La déclaration finale de la conférence a été signée, entre autres, par Udo Voigt (NPD), un représentant de XA et l'ex-député européen Nick Griffin (BNP). Le Forum conservateur sert de structure de coopération permanente pour les «forces conservatrices» luttant contre les États-Unis et l'UE. Un comité exécutif a été mis en place pour coordonner les actions futures⁴³.



Les deux citations suivantes montrent les points communs entre certains populistes de droite de l'UE et l'establishment russe.

La première citation est issue d'un discours de Vladimir Poutine donné le 16 septembre 2013 au Club de Discussion de Valdaï à Novgorod. Le président russe y a évoqué le thème de la «diversité russe pour le monde moderne». Un extrait de ce discours est également mis en exergue sur la page Internet du Forum conservateur russe international. Poutine y fait référence aux défis que rencontre actuellement la société russe:

[...] *«Un autre défi sérieux auquel fait face l'identité russe concerne ce qui se passe dans le monde. C'est un défi aussi bien sur le plan de la politique extérieure que sur le plan moral. Nous observons qu'un grand nombre d'États euro-atlantiques renient leurs racines ainsi que leurs valeurs chrétiennes, qui sont la base de la civilisation occidentale. Ils nient des principes moraux et toutes les identités traditionnelles: nationales, culturelles, religieuses et même sexuelles. Ils promulguent des lois qui mettent sur le même plan les grandes familles avec des unions de même sexe et la foi en Dieu avec l'adoration du diable. Les excès du politiquement correct ont atteint un point où l'on discute sérieusement de la reconnaissance de partis politiques dont le but est d'encourager la pédophilie. [...] En Europe et dans de nombreux autres pays, ce qu'on appelle le multiculturalisme s'implante. [...] Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, les acteurs politiques et les personnalités publiques parlent de plus en plus des failles du multiculturalisme et du fait qu'ils ne parviennent pas à intégrer des langues et éléments culturels étrangers dans leurs sociétés» [...]*¹

La seconde citation vient d'un discours tenu à la Douma le 13 juillet 2013 par Aymeric Chauprade, conseiller géopolitique de la direction du FN, puis dirigeant de la délégation du FN au Parlement européen. Il parlait d'une «guerre [...] aux peuples libres» menée par «l'oligarchie financière américaine» et ajoutait:

«...Mais la guerre géopolitique que cette oligarchie occidentale mène contre la Russie et contre l'indépendance des Européens, se double d'une guerre idéologique. Hier, les révolutions «colorées» en Géorgie et en Ukraine, aujourd'hui, les FEMEN, les «Pussy Riot» ou le mariage homosexuel en France, ne sont l'expression que d'un seul et même phénomène: l'alliance du mondialisme occidental avec le nihilisme anarchiste, cette idéologie destructrice, qui, sous des formes variées dans l'Histoire, n'a eu de cesse que de s'attaquer aux fondements de la civilisation, à la dignité de la personne, à la famille, à la nation souveraine. [...] Les patriotes du monde entier, attachés à l'indépendance des peuples comme [souligné dans l'original] aux fondations de notre civilisation, tournent en ce moment leur regard vers Moscou.⁴⁴»

¹ Traduit de l'anglais: T.J.

Pour une partie des populistes de droite européens, la Russie est le dernier rempart d'une société traditionnelle, patriarcale et autoritaire. Aux yeux du gouvernement russe, les partis populistes de droite constituent des alliés idéologiquement compatibles dans le conflit géostratégique qui les oppose à l'Occident transatlantique. D'après le programme du FN, ce partenariat ne serait que la première étape vers un nouvel ordre mondial sans OTAN ni UE, mais avec une «alliance trilatérale Paris-Berlin-Moscou» conservatrice⁴⁵.

De nombreux partis populistes de droite européens considèrent le gouvernement russe dirigé par Vladimir Poutine comme un allié stratégique intéressant pour plusieurs raisons.

- > Géopolitique: Les partis populistes de droite et le gouvernement russe considèrent tous deux l'UE et l'OTAN comme un prolongement de la superpuissance américaine. Sur le plan géopolitique, ils visent à dissoudre l'UE et l'OTAN et à les remplacer par une alliance conservatrice de nations souveraines, telle qu'une «Europe des nations» ou une «Union eurasiatique» à laquelle participerait, voire que dirigerait la Russie.
- > Politique sociale: Tous deux refusent le pluralisme des sociétés occidentales tolérant des styles de vie non-traditionnels, s'écartant de la norme (cf. les pancartes «Poutine, à l'aide!» brandies lors de manifestations des PEGIDA).
- > Style de commandement: Certains dirigeants populistes de droite, tels que Marine Le Pen et Nigel Farage «admirent» les qualités de dirigeant de Vladimir Poutine et sa capacité à s'imposer.
- > Politique nationaliste: L'annexion de la Crimée majoritairement russophone et le soutien aux séparatistes des régions de l'est de l'Ukraine comptant des minorités russes (décrotées «nouvelle Russie»⁴⁶ par le président) constituent des repères pour les nationalistes expansionnistes tels que le JOBBIK (qui revendique les régions de Serbie, de Roumanie et de Slovaquie comptant des minorités magyares), mais également pour les partis séparatistes tels que la LN et le VB.



BIBLIOGRAPHIE

- Auer, Katrin (2002): „Political Correctness“ – ideologischer Code, Feindbild und Stigmawort der Rechten. Dans: Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft 31, 3, p. 291-303.
- Baier, Walter (2014): The ‘National Question’ and European Integration. In: Baier, Walter/ Canepa, Eric/Himmelstoss, Eva (édit.): Europe unie, Europe divisée. Transform! Yearbook 2015, S. 35-48.
- Behrmann, Inken (2015): D-Mark, Familie, Vaterland: Die AfD nach Lucke. Dans: Blätter für deutsche und internationale Politik 8/2015, p. 99-107.
- Betz, Hans-Georg (2013): The New Front National – Still a Master Case? RECODE Online Working Paper No. 30
- Bröning, Michael (02/01/2015): Triumph der Nationalen – <http://www.sueddeutsche.de/politik/rechte-parteien-triumph-der-nationalen-1.2287711> (date de consultation: 10/11/2015)
- Decker, Frank (2006): Die populistische Herausforderung. Theoretische und ländervergleichende Perspektiven. Dans: Decker, Frank (édit.): Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?, Wiesbaden, p. 9-32.
- Goodwin, Matthew (2011): Right Response – Understanding and Countering Populist Extremism in Europe. Chatham House, Londres.
- Häusler, Alexander/ Roeser, Rainer (2015): Die rechten ‚Mut‘-Bürger. Entstehung, Entwicklung, Personal & Positionen der „Alternative für Deutschland“. Hambourg.
- Hildebrandt, Cornelia (2015): The European Elections: An Analysis. Dans: Baier, Walter/ Canepa, Eric/Himmelstoss, Eva (édit.): Europe unie, Europe divisée Transform! Yearbook 2015, p. 159-169.
- Janssen, Thilo (2013): Die Europäisierung der rechten EU-Gegner. Eine Studie im Auftrag der Rosa-Luxemburg-Stiftung, Berlin.
- Kietz, Daniela/Nicolai von Ondarza (2014): Das neue Machtgefüge im Europäischen Parlament. SWP-Aktuell 47, juillet 2014.
- Nohlen, Dieter (2004): Wie wählt Europa? Das polymorphe Wahlsystem zum Europäischen Parlament. Dans: Bundeszentrale für politische Bildung (édit.): Europa, Europawahlen. Aus Politik und Zeitgeschichte, Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, 19/04/2004

OPPD (2011): Electoral systems – The link between governance, elected members and voters. Office for Promotion of Parliamentary Democracy, European Parliament.

Servettaz, Elena (16/01/2014): Putin's Far-Right Friends in Europe. Sur le site de: Institute of Modern Russia – <http://imrussia.org/en/russia-and-the-world/645-putins-far-right-friends-in-europe> (date de consultation: 10/11/2015)

Shekhovtsov, Anton (03/03/2014): A response to Cas Mudde's 'A new (order) Ukraine'. Sur le site de: Open Democracy – <https://www.opendemocracy.net/anton-shekhovtsov/response-to-cas-mudde%E2%80%99s-Ukraine-Far-Right-How-Real-Russia> (date de consultation: 10/11/2015)

Rydgren, Jens (2006): Vom Wohlfahrtschauvinismus zur ideologisch begründeten Fremdenfeindlichkeit. Rechtspopulismus in Schweden und Dänemark. Dans: Decker, Frank (édit.): Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?, Wiesbaden, p. 165-190.

Spier, Tim (2006): Populismus und Modernisierung. Decker, Frank (édit.): Populismus Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?, Wiesbaden, p. 33-58.

Votewatch.eu

Werner, Alban (2015): Vor der Zerreißprobe: Wohin treibt die AfD? Dans: Blätter für deutsche und internationale Politik 2/2015, p. 83-90.

NOTES

- 1 Front national (30/05/2014): Le Front National premier parti de France, le Système s'affole! <http://www.frontnational.com/2014/05/le-front-national-premier-parti-de-france-le-systeme-saffole/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 2 BBC.com (26/05/2014): Farage: UKIP has ‚momentum‘ and is targeting more victories – <http://www.bbc.com/news/uk-politics-27567744> (date de consultation: 10/11/2015)
- 3 Wikipedia (19/06/2015): European Parliament election, 2014 (Denmark) – https://en.wikipedia.org/wiki/European_Parliament_election,_2014_%28Denmark%29 (date de consultation: 10/11/2015)
- 4 Europäisches Parlament (2014): Ergebnis der Europawahl 2014 – <http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/de/004a50d310/Zusammensetzung.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 5 Syed Kamall MEP (2014): About me – <http://www.syedkamall.co.uk/index.php/about-syed> (date de consultation: 10/11/2015)
- 6 Front national (03/10/2014): Communiqué d'Aymeric Chauprade, chef de Délégation du Front National au Parlement européen – <http://www.frontnational.com/2014/10/communique-daymeric-chauprade-chef-de-delegation-du-front-national-au-parlement-europeen/> (date de consultation: 10/11/2015) Euractiv (10/10/2014): Front National will europäische Rechtspartei gründen – <http://www.euractiv.de/sections/europawahlen-2014/front-national-will-europaeische-rechtspartei-gruenden-309071> (date de consultation: 10/11/2015)
- 7 de La Baume, Maïa / Vinocur, Nicholas (22/06/2015): How Le Pen did it – <http://www.politico.eu/article/how-le-pen-did-it-fn-enf/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 8 Bărbulescu, Adrian (15/07/2015): Eurodeputatul Laurențiu Rebeca pleacă de la socialiști la grupul extremiștilor Marine Le Pen și Gianluca Buonnano – <http://europeanul.org/impact-romania/eurodeputatul-laurentiu-rebeca-pleaca-de-la-socialisti-la-grupul-extremistilor-marine-le-pen-si-gianluca-buonnano/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 9 Parlement européen (04/09/2014): Udo Voigt – Proposition de résolution du Parlement européen pour la protection des droits de l'Homme et des droits fondamentaux en Grèce – <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+MOTION+B8-2014-0080+0+DOC+XML+V0//DE&language=de> (date de consultation: 10/11/2015)

- 10 Böhm, Wolfgang (01/04/2014): Mölzer-Sager sprengt Rechtsbündnis – <http://diepresse.com/home/politik/eu/1585155/MolzerSager-sprengt-Rechtsbundnis> (date de consultation: 10/11/2015)
- 11 Süddeutsche.de (08/06/2014): „Da machen wir das nächste Mal eine Ofenladung“ – <http://www.sueddeutsche.de/politik/le-pen-wegen-antisemitismus-in-kritik-da-machen-wir-das-naechste-mal-eine-ofenladung-1.1991427> (date de consultation: 10/11/2015)
- 12 Le Monde (20/08/2015): Jean-Marie Le Pen exclu du Front national http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/08/20/jean-marie-le-pen-se-defend-face-au-bureau-executif-du-fn_4731727_823448.html (date de consultation: 10/11/2015)
- 13 derStandard.at (26/06/2014): Rechtsextreme Jobbik: FPÖ und FN sind „zionistische Parteien“ – <http://derstandard.at/2000002352600/Ungarische-RechtsextremeFPOe-und-FN-sind-zionistische-Parteien> (date de consultation: 10/11/2015)
- 14 NPD.de (08/12/2014): Europäische „Rechte“ auf Pro-Israel-Kurs? <http://npd.de/europaeische-rechte-auf-pro-israel-kurs/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 15 EUobserver.com (12/11/2009): Far-right alliance fails to get EU parliament cash – <http://euobserver.com/843/28982> (date de consultation: 10/11/2015)
- 16 Votewatch.eu (27/11/2014): Motion of censure on the Commission – <http://www.votewatch.eu/en/term8-motion-of-censure-on-the-commission-motion-for-resolution-vote-resolution.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 17 Parlement européen (14/11/2014): Question orale à la Commission. Objet: L'accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis (TTIP) et les dangers que celui-ci engendre pour le système européen des appellations d'origine – <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+OQ+O-2014-000084+0+DOC+XML+V0//DE&language=de> (date de consultation: 10/11/2015)
- 18 Schuller, Konrad (15/10/2015): Wahlkampf in Polen – Sprache des Hasses – <http://www.faz.net/aktuell/politik/fluechtlingskrise/wahlkampf-in-polen-jaroslaw-kaczynski-ueber-fluechtlinge-13856938.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 19 Karschnick, Ruben (17/06/2015): Der Pöbel-Wahlkampf – <http://www.zeit.de/politik/ausland/2015-06/daenemark-wahlkampf-populismus/komplettansicht> (date de consultation: 10/11/2015)



- 20 Schmiester, Carsten (01/07/2015): Dänemark verschärft Asylgesetz – <https://www.tagesschau.de/ausland/daenemark-asylgesetz-101.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 21 Ifop (27/07/2015): Les intentions de vote pour le 1er tour de l'élection présidentielle de 2017 – http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3099 (date de consultation: 10/11/2015)
- 22 UKIP (2015): What we stand for – <http://www.ukip.org/issues> (Traduit de l'anglais: T.J.)
- 23 Front national (06/03/2015): Le projet de Marine Le Pen – Europe – Une Europe au service des peuples libres – <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/politique-etrangere/europe/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 24 Lemonde.fr (20/01/2015): Marine Le Pen: „Oui, nous espérons la victoire de Syriza“ – http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/01/20/marine-le-pen-oui-nous-esperons-la-victoire-de-syriza_4559743_823448.html#m8bd2RxHYvjQzyqw.99 (date de consultation: 10/11/2015)
- 25 Alliance européenne pour la liberté (2014): Manifeste du parti sur la politique européenne. Élections européennes de 2014 – <http://www.eurallfree.org/sites/default/files/eaf-manifesto-de.pdf> (date de consultation: 10/11/2015)
- 26 Europäisches Parlament (2014): Annual Accounts of Political Groups – http://www.europarl.europa.eu/groups/accounts_en.htm (date de consultation: 10/11/2015)
- 27 Bay, Nicolas: Edito de Nicolas Bay (22/06/2015), Secrétaire du Front National – <http://www.rbleumarine.fr/formation-du-groupe-europe-des-nations-et-des-libertes-les-francais-seront-mieux-defendus/> (date de consultation: 20/07/2016)
- 28 UKIP tv (2015): <https://www.youtube.com/user/ukipwebmaster?feature=hovercard> (date de consultation: 10/11/2015)
- 29 Europäisches Parlament (11/2014): Grants from the European Parliament to political parties at European level per party and per year – http://www.europarl.europa.eu/pdf/grants/Grant_amounts_parties_11_2014.pdf (date de consultation: 10/11/2015)
- 30 Sonda Italia (16/09/2015): Sondaggio Euromedia per Ballarò: crolla Lega, sale di poco la fiducia in Renzi – <http://www.sondaitalia.com/2015/09/sondaggio-euromedia-per-ballaro-crolla.html> (date de consultation: 10/11/2015)

- 31 Kleinjung, Tillmann (09/06/2015): Lega Nord in Italien – Mit Stammtischparolen auf Stimmenfang – http://www.deutschlandradiokultur.de/lega-nord-in-italien-mit-stammtischparolen-auf-stimmenfang.979.de.html?dram:article_id=322062 (date de consultation: 10/11/2015)
- 32 Jobbik (24/05/2013): Gábor Vona had a lecture at Lomonosov University in Russia – http://www.jobbik.com/g%C3%A1bor_vona_had_lecture_lomonosov_university_russia (date de consultation: 10/11/2015)
- 33 MGIMO (21/06/2013): Marine Le Pen: «nos pays partagent des valeurs et intérêts communs» ((Марин Ле Пен: “У наших стран общие ценности и интересы”) – <http://mgimo.ru/news/university/document239692.phtml> (date de consultation: 10/11/2015)
- 34 FPÖ (16/12/2013): Strache bei Parteitag der Lega Nord in Turin – <http://www.fpo.e.at/aktuell/detail/news/strache-bei-parteitag-der-lega/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 35 Permanent Mission of the Russian Federation to the European Union (10/04/2014): Conference on Russia-EU relations at the European Parliament – <http://www.russian-mission.eu/en/news/conference-russia-eu-relations-european-parliament> (date de consultation: 10/11/2015)
- 36 Hawley, Charles (14/04/2014): ‚A Partner for Russia‘: Europe’s Far Right Flirts with Moscow – <http://www.spiegel.de/international/europe/european-far-right-developing-closer-ties-with-moscow-a-963878.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 37 Löwenstein, Stephan/Veser, Reinhard (04/06/2014): Eurasische Internationale – <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/europa/treffen-der-rechten-in-wien-eurasische-internationale-12972620.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 38 internationalaffairs.ru (17/11/2014): An interview with Matteo Salvini and Gianluca Savoini of the Italian „Lega Nord Party“ on their return from Moscow – <http://en.interaffairs.ru/events/563-an-interview-with-matteo-salvini-and-gianluca-savoini-of-the-italian-lega-nord-party-on-their-return-from-moscow.html> (date de consultation: 10/11/2015)
- 39 Ibid.
- 40 Strache, Heinz-Christian (25/11/2014): FPÖ: Strache nimmt an Konferenz in Moskau teil – <https://de-de.facebook.com/HCStrache/posts/10152634971908591> (date de consultation: 10/11/2015)



- 41 Mediapart (08/12/2014): Argent du FN: les hommes de la filière russe – <http://www.mediapart.fr/journal/france/081214/argent-du-fn-les-hommes-de-la-filiere-russe> (date de consultation: 10/11/2015)
- 42 Conférence de presse au Forum de Donbass(13/03/2015): French MEP announces international forum in Donetsk in May – 2015: https://www.youtube.com/watch?v=aok_yzMI8_I (date de consultation: 10/11/2015)
- 43 Site Web du Forum conservateur russe international (consulté le 25/08/2015): <http://realpatriot.ru/en/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 44 Chauprade, Aymeric (13/06/2013): L'appel de Moscou d'Aymeric Chauprade, le 13 juin 2013 (Hervorhebung im Original) – <http://blog.realpolitik.tv/2013/06/lappel-de-moscou-daymeric-chauprade-le-13-juin-2013/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 45 Front national (06/03/2015): Le projet de Marine Le Pen – Notre Politique Étrangère – <http://www.marinelepen.fr/le-projet-de-marine-le-pen/politique-etrangere/notre-politique-etrangere/> (date de consultation: 10/11/2015)
- 46 Président russe (29/08/2014): President of Russia Vladimir Putin addressed Novoros-siya militia – <http://eng.kremlin.ru/news/22863> (date de consultation: 10/11/2015)

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est une organisation de gauche à but non lucratif proche du parti allemand «Die Linke» (Parti de gauche) et dont le champ d'action est international. Créée en 1990, la fondation consacre son travail à l'analyse des évolutions et des processus sociaux et politiques à l'œuvre dans le monde entier.

Notre travail s'inscrit dans le contexte de la crise multiple et croissante du système politique et économique actuel. En coopération avec d'autres organisations progressistes de par le monde, notre action porte sur la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, et les alternatives pour le développement économique et social. Nos activités internationales ont pour but de favoriser l'éducation citoyenne à l'aide d'analyses universitaires, de programmes publics et de projets menés en collaboration avec nos institutions partenaires.

Afin d'accompagner et de coordonner ces différents projets, la fondation a créé 17 bureaux régionaux aux quatre coins du globe. Le bureau bruxellois a ouvert ses portes en 2008. Sa mission principale consiste à renforcer les liens entre les mouvements, les militants et les universitaires de gauche et progressistes issus d'Europe et de différentes régions du monde.

Notre action a pour but de contribuer à un système mondial plus juste fondé sur la solidarité internationale.

Rosa-Luxemburg-Stiftung, Bureau de Bruxelles
11 avenue Michel-Ange, 1000 Bruxelles, Belgique

Responsable légal **Dr Martin Schirdewan**
Bruxelles, Août 2016

Auteur **Thilo Janssen**
Traduction **Eurideas**

Design & Illustration **Mélanie Heddrich**
Production **HDMH sprl**

Avec le soutien du **ministère allemand des affaires étrangères**

UE 2016: La crise politique fait suite à la crise financière et économique. En Hongrie et en Pologne, les populistes de droite se sont emparés du gouvernement. En France, le *Front national* gagne du terrain dans sa course au pouvoir. La députée européenne Marine Le Pen aspire à la présidence en 2017. Lors des élections européennes de 2014, les partis de droite radicale ont obtenu presque un quart des mandats au Parlement européen, où ils se répartissent en trois groupes. Cette étude revient sur le succès inquiétant des partis de droite radicale au sein de l'UE. Qui collabore avec qui? Quelles sont les forces et les faiblesses des nationalistes lorsqu'ils coopèrent au niveau européen? Quelle signification les opposants de droite à l'intégration européenne accordent-ils à l'UE? Comment les populistes de droite européens coopèrent-ils avec les représentants de l'establishment russe?